



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

LA CONDITION DES IMMIGRES AFRICAINS EN FRANCE : LES SINISTRES DE L' » INTEGRATION «

Le tragique incendie, qui s'est produit dans la nuit du vendredi à samedi de ce mois d'août dans un immeuble à Paris, et qui a provoqué la mort de 17 personnes, dont 14 enfants, toutes d'origine africaine, vient encore rappeler, si besoin en était, la précarité de la condition des africains en France. Un drame semblable s'était déjà produit le mois d'avril dernier et s'était soldé par un nombre de victimes encore plus élevé, 25, laissant présager, de l'avis de tous des observateurs les plus avisés, une répétition future. En Allemagne, les incendies de foyers d'immigrés africains sont le fait de pyromanes néonazis, qui pullulent dans ce pays et ont jeté leur dévolu sur les demandeurs d'asiles et travailleurs africains pour servir de boucs émissaires à leurs frustrations et à leur mal vivre. En France, c'est la misère et la marginalité qui en sont la cause.

Obligés de loger dans des hôtels miteux et onéreux, tenus par des marchands de sommeil sans scrupules, ou dans des immeubles vétustes et insalubres mis à leur disposition par des organisations d'assistance aux immigrés dépassées et sans moyens ou une administration municipale indifférente et condescendante, ils sont exposés à tous les risques liés à cet habitat de fortune.

Ces drames répétés ne sont que la partie émergée de l'iceberg de la misère sociale qui est le lot commun et quotidien des Africains en Europe, qu'ils soient originaires du Nord comme du Sud du Sahara. Quand ils ne sont pas victimes des mécanismes informels de l'exclusion et du racisme ordinaire de sociétés profondément xénophobes, comme la discrimination à l'embauche et au logement, la ségrégation résidentielle et les injures et gesticulations racistes dans les stades de foot, ils sont la proie d'une administration tatillonne et d'une police xénophobe, dont les menées répressives et les pratiques vexatoires renvoient à un racisme d'Etat qui ne veut pas dire son nom. A cet égard, on devrait se souvenir de l'affaire de l'Eglise Saint-Bernard, en 1996, quand la police, à la demande du ministre de l'Intérieur d'alors, Bernard Debré, expulsait sans ménagement d'un lieu sacré, des familles noires africaines.

Depuis cette date, les expulsions de " clandestins " par charters et dans des conditions inhumaines, dignes des convois négriers de jadis, en direction de l'Afrique, se sont multipliées. Récemment encore, comble d'humiliation et de vexation, à la veille du choix par le CIO, à Singapour, de la ville organisatrice des JO en 1912, un ressortissant malien a été expulsé, enchaîné et obligé de faire ses besoins dans un sac en plastique, dans le même avion que le ministre des Affaires étrangères de son pays.

Nous assistons à l'échelle globale à des assauts de nature idéologique, politique, économique et sociale à la banalisation du racisme, à la réhabilitation du colonialisme et à un regain de révisionnisme. Plus insidieuse encore dans cette opération négrophobe, est la publicité faite à des auteurs mineurs, comme Stephen Smith et Grenouilleau-Pétré, dont les déclarations et publications, généralement médiocres et révisionnistes voire ouvertement racistes, concourent au dénigrement de l'Afrique et des Noirs, à la réhabilitation de la traite négrière et du colonialisme. Il s'agit toujours de blâmer la Victime et de la rendre responsable de son sort.

L'Union Africaine doit se saisir immédiatement de la question pour examiner toutes les questions permettant de renforcer la sécurité humaine des Africains en Europe. Les Etats africains doivent systématiquement protester sur le racisme anti-africain sur lequel tout le monde garde un silence coupable et irresponsable. Enfin l'Union Européenne doit veiller à la bonne mise en œuvre de tous les instruments juridiques qu'elle a adoptés pour lutter efficacement contre le racisme.

La RADDHO invite également toutes les organisations africaines basées en Europe, en Afrique ou aux Etats-Unis à organiser des marches de protestation devant l'Ambassade de France et les Délégations Européennes pour protester vigoureusement contre ces actes de racisme dont les africains sont victimes.

Fait à Dakar le 06 Septembre 2005
Le Secréariat Général